

40 ans de lutte antinucléaire en Basse-Normandie

dimanche 13 mars 2011, par [DELORME André](#), [MAROE Michel](#), [MARTIN Florent](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2011).

Si le nucléaire français a d'abord répondu à un choix militaire, ses applications civiles se sont rapidement développées surtout à partir de la crise du pétrole en 1973. Les années 1970 ont vu de nombreuses luttes antinucléaires et celles-ci ont repris, notamment depuis le lancement du programme EPR au début des années 2000. Aujourd'hui, le NPA à côté de bien d'autres à gauche est investi dans ce combat.

Sommaire

- [L'essor du mouvement antinuclé](#)
- [Le Cotentin transformé en \(...\)](#)
- [Une résistance massive et \(...\)](#)
- [La relance du mouvement \(...\)](#)
- [L'impasse des déchets radioact](#)

Le nucléaire a été un choix stratégique, dès 1945, avec la création du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), symbole de l'indépendance française (face aux USA) et soutenue à la fois par les gaullistes et le PCF. Les recherches portent d'abord sur les applications militaires : Gerboise bleue, la première bombe nucléaire française explose en 1960. En 1973, avec le premier choc pétrolier, le nucléaire civil se met en place. Le Premier ministre, Pierre Messmer, déclare en 1974 « notre grande chance est le nucléaire » et lance son plan visant à construire 174 réacteurs à l'horizon 2000.

Giscard d'Estaing est élu au printemps 1974, en pleine crise du pétrole. De 1974 à 1976, le rythme de commandes des centrales nucléaires est passé à cinq ou six réacteurs par an, ce qui fait de la France, le pays le plus nucléarisé par rapport à la population. À aucun moment, les citoyens ne sont consultés par VGE, ce « grand démocrate ». Pourtant le choix du nucléaire engage la population pour des générations avec des points de non-retour.

André Gorz écrit : « *La société nucléarisée suppose la mise en place d'une caste de techniciens militaires soustraite à la loi commune et investie de pouvoirs étendus de contrôle de surveillance et de réglementation.* » L'opacité, l'absence de tout contrôle des citoyens, le caractère policier voire militaire, l'existence d'un lobby puissant du nucléaire caractérisent ce système qui prend son essor en 1974.

L'essor du mouvement antinucléaire

Dans les années 1950 et 1960, l'opposition au nucléaire était surtout le fait de mouvements pacifistes, comme le Mouvement contre l'armement atomique (MCAA) ou le Mouvement de la paix et des scientifiques. L'accélération brutale des plans de la bourgeoisie suscite au début des années

1970, la création de multiples associations antinucléaires régionales. Les manifestations rassemblent des milliers de personnes à Gravelines, Golfech, Plogoff, 15 000 au Bugey en 1971, 10 000 en Alsace à Fessenheim en 1972, 60 000 à Creys-Malville contre Superphenix en 1977 (décès de Vital Michalon)... Des journaux comme Hara-Kiri hebdo, la Gueule ouverte accompagnent le mouvement. L'ampleur du programme électronucléaire provoque en retour l'unité des écologistes, d'une partie de la gauche et de l'extrême gauche et du mouvement syndical. C'est le cas de la CFDT dont le syndicat de l'énergie atomique publie *L'électronucléaire en France*.

Pour le PCF, l'énergie nucléaire est un progrès en soi. Il reste fidèle en cela à une tradition du scientisme qui lui fait assimiler tout progrès de la science à un progrès pour l'humanité. « *Le nucléaire est une nécessité* » déclare Georges Marchais, « *prétendre que l'on pourrait se passer du nucléaire est démagogique, cela reviendrait à admettre la stagnation économique, à s'accommoder de la persistance de la misère dans notre pays* » (*l'Humanité* du 26/7/77), « Il permet d'assurer l'indépendance énergétique de la France » (*l'Humanité* 4/8/77). Les critiques du PCF ne portent que sur l'absence de consultation démocratique et l'assujettissement aux multinationales. Cela n'empêche pas la participation de militants et parfois de sections aux mobilisations.

La CGT adopte des positions fortement inspirées de celles du PCF. Ainsi, elle refuse le terme moratoire qu'elle qualifie de « nihiliste ». Accordant une totale confiance à la science, elle estime que « la solution progressiste à des problèmes techniques ne peut intervenir que si la construction des centrales se poursuit ». Elle se prononce pour une diversification de la politique énergétique et pour assurer « l'indépendance nationale », soutient la filière des surgénérateurs qualifiée de française. La CGT ne participe pas au mouvement antinucléaire au niveau national, des militants ou des structures locales le font ponctuellement. Cela affaiblit les potentialités du mouvement antinucléaire.

Le PS a une position plus ambiguë que son partenaire du programme commun. Il se prononce « contre le programme nucléaire du gouvernement » parce qu'il est « effréné, antidémocratique et qu'il faut une autre politique énergétique ». Il propose une loi nucléaire, une agence nationale de sécurité, l'achèvement des centrales en cours et un moratoire pour Superphenix. Il participe à certaines initiatives, parfois à reculons. Après 1981, les mobilisations ont obtenu la suspension définitive de la construction de la centrale de Plogoff, mais l'extension de La Hague actée le 12 mai par le gouvernement Barre juste avant la passation de pouvoir n'est pas remise en cause.

Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche et de la Technologie, déclare : « *Les énergies nouvelles et notamment le solaire sont l'antiscience, l'irrationnelle peur du progrès face au courant du présent dont le nucléaire est une composante essentielle et un ressort satisfaisant* ». L'affaire du Rainbow Warrior, en 1985, accroît la fracture entre les antinucléaires et le PS. Le déchargement de déchets nucléaires d'un cargo japonais par l'armée pour briser la grève des dockers CGT démontre la continuité de la politique du PS avec celle de Giscard. Certains militants socialistes participeront encore individuellement aux mouvements antinucléaires.

Le PSU est très investi en tant que tel et par ses militants présents dans la CFDT. Il est l'ancêtre des Alternatifs qui participent aux mobilisations actuelles. D'autres militants vont contribuer à la création des Verts en 1984.

La LCR est très impliquée nationalement que ce soit à Malville, Plogoff où un de ses militants de Quimper est grièvement blessé, ou dans le Cotentin. Elle veut imposer un moratoire et un arrêt du programme nucléaire, une reconversion à salaire équivalent pour tous les travailleurs du nucléaire, l'arrêt des exportations de centrales, un contrôle des nuisances et systèmes de sécurité fait par les travailleurs du nucléaire, les populations concernées, des associations, des scientifiques. L'investissement antinucléaire de la LCR trouve un prolongement avec celui du NPA dans les luttes

actuelles.

Lutte ouvrière et les lambertistes sont quant à eux totalement absents de la lutte antinucléaire.

La CFDT s'engage dans des travaux d'analyse avec sa fédération de la métallurgie et le SNPEA-CFDT (Syndicat national du personnel de l'énergie atomique). Elle dénonce les incohérences, le caractère non démocratique du nucléaire et ses dangers. Elle demande un moratoire qui ne saurait être inférieur à trois ans, elle dénonce la privatisation de la Cogema et du CEA, revendique un débat sur l'ensemble de la politique énergétique avec une analyse des besoins réels du pays, le développement des énergies renouvelables et des énergies de substitution, une modification du type de croissance économique. La CFDT est partie prenante, par son union régionale, de la lutte de La Hague jusqu'en 1981. De nos jours, la CFDT ne participe plus au mouvement antinucléaire au nom de la défense de l'emploi. Depuis, de nouvelles organisations ont pris le relais, Solidaires et la FSU défendant quant à elles les perspectives d'emplois générés par les économies d'énergies et les énergies renouvelables.

Le Cotentin transformé en poubelle nucléaire

La presqu'île du Cotentin concentre un ensemble de sites nucléaires. Nous ne développerons pas ici les raisons de ce choix, liés à des considérations politiques, physiques ou géographiques.

La poubelle nucléaire, c'est d'abord la fosse des Casquets où des déchets français et belges ont été immergés de 1950 à 1963. L'arsenal de Cherbourg construit des sous-marins nucléaires (le Redoutable est lancé en 1971 et emporte à son bord un réacteur pour la propulsion et des installations de stockage). La construction de l'usine de retraitement/extraction du plutonium de La Hague commence en 1962 et elle est mise en service en 1966. Le projet avait été présenté aux riverains comme une entreprise d'électroménager. En 1969, Robert Galley, alors ministre chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales décide la création du Centre de stockage Manche de déchets nucléaires (CSM) géré par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra). À Flamanville, la construction de deux réacteurs nucléaires provoque une forte opposition entre 1974 et 1978. Ils sont mis en service en 1986 et 1987. Enfin le terminal ferroviaire de Valognes permet le transport des combustibles irradiés des centrales nucléaires françaises et étrangères.

Une résistance massive et prolongée

Le site de Flamanville est choisi fin décembre 1974 pour y installer deux réacteurs nucléaires. Dès 1971, dans l'agglomération cherbourgeoise se constitue le Comité contre la pollution atomique dans La Hague. Des lycéens se mobilisent ainsi que des enseignants de l'École émancipée (dont Didier Anger) et des Paysans travailleurs (syndicat agricole qui deviendra la Confédération paysanne). Avec le choix de Flamanville, les luttes prennent une toute autre ampleur. La mairie organise un référendum, EDF emploie les grands moyens, organise à grands frais des voyages d'étude avec hôtel 4 étoiles, menus fins pour mettre les élus dans sa poche. La presse n'est pas en reste, jusqu'au curé qui prêche en faveur du nucléaire. Certains antinucléaires subissent des intimidations physiques. Ils se structurent dans un comité qui comprend des marins pêcheurs mais aussi des agriculteurs. Le résultat du référendum est favorable au nucléaire, mais pour Didier Anger « Ce n'est qu'un début ». Pour continuer, il faut occuper le terrain comme à Marckolsheim ou au Larzac en créant des Groupement foncier agricole (GFA). Il s'agit de constituer un comité d'agriculteurs sur la base du refus du nucléaire et des expropriations et de mobiliser les antinucléaires dans toute la Basse-

Normandie.

Le 13 avril 1975, 5 à 6 000 manifestants marchent sur le Cotentin. Dans le même temps, le mouvement se structure : en mai, une coordination se met en place pour devenir le Comité de réflexion d'Information et de lutte anti-nucléaire (Crilan) qui joue un rôle essentiel en Basse-Normandie. Son objectif est d'œuvrer à la protection de l'environnement et de toutes les formes de vie, contre l'industrie nucléaire en particulier, contre l'implantation de centrales nucléaires en Basse-Normandie, contre l'extension du centre de retraitement de La Hague. Son fonctionnement repose sur des comités de base, il comprend des militants écologistes, syndicalistes, du PSU, de la LCR, de l'OCT. Une plateforme commune est adoptée avec la CFDT et les Amis de la Terre, une manifestation régionale rassemble plus de 10 000 personnes.

En février 1977, le site de Flamanville est occupé par 200 agriculteurs, 3 000 manifestants arrivent en renfort et le chantier est bloqué. Le 8 mars, 500 gendarmes mobiles reprennent le site. Le GFA possède les 2/3 des terres convoitées par l'État, ce qui occasionne un retard d'un an et demi.

En avril 1977, Jacques Prévert décède à Omonville-la-Petite où il s'est retiré, alors qu'une manifestation se tient à 2 km de là. Les larmes de chagrin des manifestants succèdent à celles provoquées par les gaz lacrymogènes. Dans Tout s'en allant, il avait écrit : « Dans les couloirs du progrès, des hommes intègres poursuivaient intégralement la désintégration progressive de la matière vivante désemparée ». Les mobilisations s'amplifient et s'orientent contre les transports maritimes de déchets étrangers (dix-huit organisations signent une plateforme commune). En janvier 1979, des milliers de manifestants s'opposent au déchargement du Pacific Fisher, le port de Cherbourg est en état de siège (7 à 10 000 manifestants), des affrontements ont lieu et laissent de nombreux blessés. Le bateau revient en octobre, provoquant des blocages et une violente répression rappelant celle de Malville. Un grand rassemblement se tient en juin 1980 avec Jacques Higelin, Nino Ferrer... Une pétition nationale est lancée en juin 1979 revendiquant une autre politique énergétique. Le PS est aux portes du pouvoir, il poursuivra globalement la politique giscardienne, exception faite de Plogoff. Il mènera à terme les chantiers déjà en cours dont Flamanville. Au début de 1981, le nouveau gouvernement de gauche fait évacuer les manifestants bloquant un train de déchets japonais déchargés du Pacific Swan par les CRS. Le mouvement antinucléaire doit alors trouver un second souffle.

La relance du mouvement antinucléaire

L'accident de Tchernobyl en 1986 suscite une forte émotion et révèle l'opacité du nucléaire en France. Les autorités mentent à la population et perdent toute crédibilité. Deux associations de contrôle de la radioactivité sont alors créées pour apporter une expertise indépendante des pouvoirs publics, la Commission de recherche et d'informations indépendantes sur la radioactivité (Criirad) et l'Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'ouest (Acro).

Jacques Chirac annonce la construction d'un nouveau réacteur nucléaire de type EPR en 2002. L'objectif est de préparer le renouvellement du parc électronucléaire vieillissant. La France se situe à la croisée des chemins : réinvestir massivement dans le nucléaire ou s'engager dans une politique de sobriété et d'énergies renouvelables. Comme au début des années 1970, c'est une décision majeure qui est prise par une poignée de technocrates du corps des mines et de politiciens.

EDF est alors choisi comme maître d'ouvrage et recherche un site pour implanter le nouvel EPR. Le seul conseil régional favorable à ce projet est celui de Basse-Normandie. En 2004, la majorité PS fait voter une motion à une courte majorité. Elle est obtenue grâce à l'abstention de leurs alliés Verts qui sont critiqués publiquement par leur propre instance nationale. EDF retient donc Flamanville dans

la Manche. C'est un choix par défaut. En effet, ce site nécessite la construction d'une ligne THT de 150 km afin d'évacuer l'électricité qui sera produite par l'EPR vers les régions voisines.

Le projet de l'EPR relance la mobilisation antinucléaire, les opposants s'organisent et constituent le Collectif grand ouest contre l'EPR regroupant associations écologistes, partis politiques et syndicats. Les associations fleurissent dans de nombreuses communes susceptibles d'être traversées par la ligne THT et elles se coordonnent au niveau régional. En 2006, 30 000 opposants manifestent à Cherbourg.

Fin 2006, trois débats publics sont organisés par le gouvernement via la Commission nationale du débat public : le premier sur l'EPR, le second concernant la ligne THT, et le dernier, la gestion des déchets radioactifs. Ils sont boycottés par les organisations écologistes critiquant cette parodie de démocratie, la CNDP allant jusqu'à censurer le réseau Sortir du nucléaire qui souhaitait soumettre au débat un document confidentiel défense révélant la faillibilité de l'EPR face à la chute d'un avion de ligne. Cet épisode vaut à Stéphane Lhomme, alors porte-parole du réseau Sortir du nucléaire une garde à vue et un interrogatoire par la DST. Malgré la conclusion de la CNDP qu'il est « inutile de décider la construction d'un réacteur EPR avant 2012 », Villepin signe le décret d'application entre les deux tours de l'élection présidentielle. Sarkozy, le « candidat de la rupture », ne revient pas sur cette décision affirmant qu'il ne remettrait pas en cause une décision prise par un gouvernement précédent ! Malgré une mobilisation de 40 000 personnes à Rennes appelant à voter pour des candidats opposés à l'EPR et les occupations de pylônes THT par les militants du Groupe d'actions non-violentes antinucléaires (Ganva), la politique énergétique française n'est débattue qu'à de très rares occasions pendant la campagne présidentielle. La majorité des candidats verdit son image à bon compte en signant le pacte Hulot dans lequel la question du nucléaire est soigneusement évacuée.

L'impassé des déchets radioactifs

Il s'agit d'un véritable problème philosophique. De quel droit lègue-t-on à nos descendants des déchets que nous ne savons pas traiter et qui les empoisonneront pendant des milliers d'années ? À la fin de l'été 1981, le Crilan et l'UR-CFDT Basse-Normandie arrêtaient un train acheminant des combustibles irradiés de la centrale nucléaire allemande de Biblis vers l'usine de retraitement de La Hague, à Mezidon, dans le Calvados, selon le principe « *À chaque pays de gérer ses propres / sales problèmes* » et en application de l'engagement du Parti socialiste d'avant-campagne présidentielle de Mitterrand de ne pas accepter l'extension de l'usine de La Hague à des fins commerciales et donc les déchets étrangers.

Après négociation avec Matignon, le train de déchets allemands est retourné en Allemagne. Ce « retour à l'envoyeur » est le seul exemple où une telle action aboutit même si de nombreuses actions ont eu lieu par la suite.

Après la médiatisation de l'immersion des déchets radioactifs par Greenpeace, le gouvernement renonce à ce procédé et signe la Convention de Londres en 1993. Se posent alors les problèmes de la recherche de sites de stockage et du transport des déchets qui provoquent de nombreuses mobilisations de différentes sortes : manifestations, actions de désobéissance civile, sabotages...

La loi Bataille de 1991 avait programmé la recherche d'un site d'enfouissement et le gouvernement prospecte dans une quinzaine de régions dont Athis-de-l'Orne entre 2000 et 2005. Partout la mobilisation est importante, la plus faible étant celle de Bure, région peu peuplée dans la Meuse, qui est finalement retenue. Le décret d'application est signé en 1999 par Dominique Voynet.

En 2004, Sébastien Briat décède lors d'une action de blocage d'un convoi à destination de l'Allemagne. Des caténaies sont sabotées en 2008. Greenpeace obtient l'arrêt des exportations de déchets radioactifs vers la Russie en bloquant à six reprises au cours de l'année 2009 des convois. En novembre 2010, le train de « l'enfer » est bloqué à Caen avant d'être accueilli par 50 000 manifestants en Allemagne.

Le mouvement antinucléaire a rassemblé des milliers de manifestants sur plusieurs décennies. Il a regroupé un éventail de forces très large : écologistes, libertaires, marxistes révolutionnaires, syndicalistes, paysans travailleurs, marins pêcheurs. Il a utilisé des formes d'action variées et complémentaires : action non violente, blocages, manifestations massives, recours juridiques... Il a freiné le déploiement du programme électronucléaire mais il n'a pas pu l'empêcher, en raison de l'absence d'une partie de la gauche, du chantage à l'emploi dans certaines régions et de la crise de l'énergie. Les mobilisations récentes contre le train de « l'enfer » montrent qu'elles sont encore bien vivantes et qu'elles peuvent prendre une dimension internationaliste.

André Delorme, Michel Maroé, Florent Martin

Bibliographie :

Brochure LCR Basse-Normandie : *Le programme électronucléaire du gouvernement*, 1977.

Brochure LCR Quimper : *Plogoff*, 1976.

Didier Anger : *Nucléaire : la démocratie bafouée*, éditions Yves Michel, 2002.

Chronique d'une lutte. Le combat antinucléaire à Flamanville et dans La Hague, éditions Jean-Claude Simoen, 1997.

Le Petit Cafard des falaises, parution irrégulière.

L'envers de la Manche, mensuel de 1976 à 1977 publié à Cherbourg

Le Croquant, mensuel de 1979 à 1981 publié à Caen

La Gueule ouverte, de 1972 à 1977

Hara-kiri Hebdo

Le Sauvage de 1973 à 1981

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 18 (février 2011).